

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MAINTENANCE MATÉRIELLE DES SERVEURS MULTI-CONSTRUCTEURS

Marché n° 2532F0069

Vos interlocuteurs Météo-France :

Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

1. Objet du marché public.....	3
2. Procédure de passation du marché.....	3
3. Forme du marché.....	3
4. Documents contractuels.....	3
5. Décomposition du marché public.....	3
6. Durée et prise d'effet du marché public.....	3
7. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	4
8. Montant du marché public.....	4
9. Notification des informations et des décisions.....	4
10. Description technique des prestations.....	4
11. Modalités d'exécution des prestations.....	4
11.1. Maintenance récurrente forfaitaire.....	4
11.2. Établissement des bons de commande.....	4
11.3. Evolution du parc de serveurs.....	5
11.4. Maintenance ponctuelle.....	5
11.5. Délais d'exécution des prestations.....	5
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	5
13. Obligations du titulaire.....	6
13.1. Assurances.....	6
13.2. Obligation du titulaire en matière de protection de l'environnement, des enjeux climatiques, et des violations des droits de l'homme.....	6
13.3. Accès réglementé aux locaux.....	6
13.4. Secret professionnel.....	6
13.5. Transfert des données.....	6
13.6. Information et conseil.....	7
14. Garantie.....	7
15. Pénalités.....	7
16. Etablissement des prix.....	7
16.1. Contenu des prix.....	7
16.2. Nature des prix.....	8
16.3. Date d'établissement des prix.....	8
16.4. Forme des prix.....	8
16.5. Variation des prix.....	8
16.6. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	8
17. Paiements.....	8
17.1. Avance.....	8
17.2. Modalités de facturation et de paiement.....	9
17.2.1. Maintenance forfaitaire.....	9
17.2.2. Maintenance ponctuelle.....	9
17.2.3. Paiement.....	9
17.3. Établissement des factures.....	9
17.4. Intérêts moratoires.....	10
18. Cession ou nantissement des créances.....	10
19. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	10
20. Clause de réexamen.....	11
21. Propriété intellectuelle.....	11
22. Pièces et attestations à fournir.....	11
22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	11
22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	12
22.3. Liste nominative du personnel étranger.....	12
22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	12
23. Résiliation.....	12
24. Litiges et attribution de juridiction.....	13
25. Dérogations.....	13

1. Objet du marché public

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance matérielle d'un parc de serveurs multi-constructeurs de Météo-France, répartis géographiquement en métropole et outre-mer.

2. Procédure de passation du marché

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est un **appel d'offres ouvert** en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

3. Forme du marché

Le marché public est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande** en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

4. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement n° 2532F0069 et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 2532F0069 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2532F0069 et ses annexes I et II dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. l'offre technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

5. Décomposition du marché public

Le marché public **n'est pas décomposé en lots**.

6. Durée et prise d'effet du marché public

Le présent marché est passé pour **une durée ferme de trois ans. Il prend effet à compter de sa date de notification.**

Il est ensuite reconduit tacitement une fois pour une période d'un an.

La durée maximale du marché est de quatre ans.

Météo-France peut choisir de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas il notifie par écrit sa décision au titulaire avant la fin de la période en cours, respectant un préavis d'un mois.

Les bons de commandes peuvent être émis durant la période de validité du marché et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

7. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre du présent marché.

8. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, est de trois cent vingt mille euros hors taxes (320 000,00 € HT).

Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il n'est pas fixé de montant minimum.

9. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/TIC, en l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

10. Description technique des prestations

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2532F0069.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Maintenance récurrente forfaitaire

Un parc de serveurs dits sensibles déterminés par Météo-France fait l'objet d'une prestation de maintenance matérielle récurrente. Cette prestation est désignée dans les documents par le terme « maintenance forfaitaire ».

11.2. Établissement des bons de commande

L'ensemble des prestations du marché s'exécute par l'émission de bons de commande.

Les prestations de maintenance forfaitaire s'exécutent par bons de commande. Un bon de commande est émis trimestriellement pour la maintenance forfaitaire basée de la liste du parc de serveurs à maintenir fourni par Météo-France.

L'annexe II au CCTP du présent accord-cadre constitue la liste initiale des serveurs à maintenir.

Les bons de commande sont notifiés par Météo-France au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, à compter de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de **HUIT jours calendaires** pour faire connaître ses observations ; passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le bon de commande considéré.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande prend effet à compter de sa date de notification.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du présent marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation et la quantité de la fourniture ou des prestations commandées ainsi que sa date de démarrage le cas échéant ;
- les prix, unitaires ou forfaitaires selon les prestations ;
- le délai de la livraison le cas échéant ;
- les montants HT, TTC, et le taux de TVA appliqué,
- le numéro d'identification intra-communautaire de Météo-France : FR 03180060030.

Chaque bon de commande pour la maintenance forfaitaire (trimestrielle ou annuelle) comprend la maintenance forfaitaire des serveurs du parc ainsi que celle des serveurs encore sous garantie constructeur.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

11.3. Evolution du parc de serveurs

Le parc de serveurs à maintenir (annexe II du CCTP) est susceptible d'évoluer au cours du marché à la hausse comme à la baisse en raison de serveurs ne faisant plus l'objet de garantie constructeur ou de serveurs réformés.

Météo-France met alors à jour la liste trimestrielle du parc de serveurs, et la transmet au titulaire pour devis.

Un nouveau bon de commande est établi par Météo-France sur la base du devis reçu.

11.4. Maintenance ponctuelle

Des besoins ponctuels hors parc référencé peuvent apparaître. Dans ce cas Météo-France contacte le titulaire pour obtenir un devis. A la réception du devis, un bon de commande établi par Météo-France est notifié au titulaire.

Il comporte les éléments suivants et notamment :

- la référence de l'accord-cadre n° 2532F0069,
- les prestations ponctuelles réalisées,
- la référence au devis,
- le montant HT issu du devis,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC.

11.5. Délais d'exécution des prestations

Tout délai imparti dans le présent marché à la personne publique ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire. Le délai s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

12. Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Météo-France qui établit des opérations de vérifications simplifiées. Ces opérations ont pour objet de contrôler la conformité des prestations réalisées par le titulaire avec le présent accord-cadre.

Pour cela, lors de chaque sollicitation de la part de Météo-France (maintenance forfaitaire ou ponctuelle) un numéro de référence est attribué par le titulaire. La clôture par le titulaire de chaque sollicitation n'est effectuée qu'après accord du responsable technique de Météo-France.

Trimestriellement, Météo-France établit un certificat de service fait pour les opérations de maintenance forfaitaire permettant la validation de la facture correspondante.

Pour la maintenance ponctuelle, Météo-France établit un certificat de service fait après chaque intervention.

13. Obligations du titulaire

13.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/TIC.

13.2. Obligation du titulaire en matière de protection de l'environnement, des enjeux climatiques, et des violations des droits de l'homme

Afin de lutter contre la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique, la pollution, et les violations des droits de l'homme durant toute l'exécution du marché, le titulaire doit veiller à ce que les fournitures objet du marché fassent l'objet de vérifications et d'engagements de la part de ses fabricants concernant les réglementations environnementales telles que Reach, RoHS, ou encore Conflict Minerals. A tout moment, et durant toute la durée du marché, le titulaire doit être en mesure de produire tous les justificatifs permettant la traçabilité des fournitures objet du marché, sur simple demande des services de Météo-France.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/TIC quant à la gestion des emballages.

13.3. Accès réglementé aux locaux

L'accès à certains sites est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

La liste des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable est transmise au titulaire après la notification du marché public.

Les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites sont communiquées au titulaire après la notification du marché public.

La liste des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable de Météo-France ou les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites peuvent être modifiées par Météo-France au cours de l'exécution du marché public.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 19 s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

13.4. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

13.5. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et

informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

13.6. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

14. Garantie

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 36 du CCAG/TIC.

15. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, lorsque le délai contractuel de réception prévus à l'article 8 du CCTP du présent accord-cadre est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard des pénalités définies de la façon suivante :

- 100 euros HT pour la maintenance forfaitaire,
- 20 euros HT pour la maintenance à la demande,

par jour de retard à la réception.

L'application des pénalités s'effectue après la constitution d'un dossier de pénalités. Ce dossier est constitué sans mise en demeure préalable par les services de météo-France.

Le titulaire est invité à formuler ses observations. Après examen des réponses éventuellement apportées, le pouvoir adjudicateur décide des suites à donner.

Tout retard entièrement imputable à Météo-France est neutralisé dans le calcul des délais utilisés pour fixer le montant des pénalités applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

16. Etablissement des prix

16.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales et autres taxes, frappant obligatoirement les prestations, objet du marché ainsi que tous les frais annexes, dépenses et fournitures nécessaires à son exécution.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, de coordination et contrôle y compris les frais généraux ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses co-traitants.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et ne comportent pas plus de deux décimales. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

16.2. Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix unitaires indiqués par le titulaire dans les bordereaux des prix annexés à l'acte d'engagement (annexe financière).

16.3. Date d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

16.4. Forme des prix

Les prix sont révisables.

16.5. Variation des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière du marché sont les prix de base. Ceux-ci sont révisables annuellement à chaque date anniversaire de sa notification et selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,35 \times \text{ICHT-IME}_n / \text{ICHT-IME}_0 + 0,50 \times \text{ROEP}_n / \text{ROEP}_0)$$

dans laquelle :

P_n est le prix révisé pour l'année n.

P_0 est le prix de base figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Valeur de base des indices (indice 0) : dernière valeur révisée/définitive et publiée au cours du mois de la date limite de remise de l'offre.

Valeur finale des indices (indice n) : dernière valeur révisée/définitive et publiée à la date de révision des prix.

Le coefficient de révision des prix est calculé par Météo-France et est notifié au titulaire par tout moyen permettant d'en déterminer de façon certaine la date de réception. Il comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. La révision s'opère à la hausse comme à la baisse.

Les indices de référence sont :

ICHT-IME = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565183

ROEP : Indice de production dans les services – Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques (NAF rév. 2 niv. Classe poste 95.11 – Série mensuelle brute – France – Base 100 en 2021. Identifiant 010769544 publié par l'INSEE

La lecture des indices s'effectue à l'aide de toute publication permettant la reconnaissance certaine de l'indice.

Si l'indice retenu cesse d'être publié, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC, les prix à payer pour les prestations sont ceux applicables à la date de la commande.

16.6. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

17. Paiements

17.1. Avance

L'option B du CCAG/TIC s'applique.

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, **le taux de l'avance est de 10 %**.

Ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises des bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

17.2. Modalités de facturation et de paiement

La liste fournie par Météo-France lors de l'établissement du bon de commande permet au titulaire d'établir la facture. Cette facture comprend la maintenance des serveurs du parc, y compris ceux sortis de garantie constructeur, pendant le trimestre. Le montant correspondant aux serveurs entrés en cours de trimestre est calculé au *pro rata temporis*.

17.2.1. Maintenance forfaitaire

Les prestations de maintenance forfaitaire sont facturées trimestriellement à terme échu, et mises en paiement après établissement d'un certificat de service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

17.2.2. Maintenance ponctuelle

Les prestations de maintenance ponctuelles sont facturées et mises en paiement après certification du service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

17.2.3. Paiement

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

17.3. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2532F0069**.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : **18006 0030 02117**.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **32DSIA**
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

17.4. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

18. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

19. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'information est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur des systèmes d'information, ou son adjoint. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des systèmes d'information
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Les noms des correspondants techniques de Météo France sont transmis au titulaire au plus tard à la date de notification du marché.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent comptable secondaire. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable secondaire
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 22 du présent cahier des clauses administratives particulières).

20. Clause de réexamen

En application des articles R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent contrat peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs prestations devient nécessaire, cet ajout, retrait ou modification peut être pris en compte par voie d'avenant sous réserve qu'ils n'entraînent pas une modification de plus de 15 % du montant HT initial du marché à la hausse ou à la baisse.

En cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché, le titulaire et Météo-France conviennent en concertation, des modifications à apporter, par voie d'avenant, notamment de la clause de révision des prix, que ce soit sur la structure de la formule, que sur les indices ou index à retenir, sans pour autant bouleverser l'économie initiale du marché.

En cas de changement de références des fournitures mentionnées sur le bordereau de prix unitaire, le titulaire et Météo-France conviennent en concertation, des nouvelles références. Ce changement entraîne l'établissement d'un nouveau bordereau de prix unitaire.

21. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

22. Pièces et attestations à fournir

22.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

22.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

22.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

22.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

23. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 8 [du CCAG/TIC].

Sans préjudices des stipulations du CCAG/TIC, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 22.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché

sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au CCAG/TIC.

24. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG/TIC, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

25. Dérogations

Les articles suivants du présent cahier des clauses administratives particulières déroge aux stipulations mentionnées dans le CCAG/TIC.

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Articles du CCAG/TIC
9	Notification des informations et des décisions	3.1.2
11.2	Établissement des bons de commande	3.7.2
15	Pénalités	14 & 14.1.3
16.5	Variation des prix	10.2.2